

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES
PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS

Togo France et autres Pays d'expression française 1 an		6 mois
Ordinaire	1.300 frs	800 frs
Avion	3.300 frs	1.700 frs
ETRANGER 1 an		6 mois
Ordinaire	1.600 frs	900 frs
Avion	3.750 frs	2.300 frs
PRIX	Au comptant à l'imprimerie : 75 frs	
DU	Par porteur ou par poste :	
NUMERO	Togo, France et autres Pays d'expression française 90 frs	
	Etranger Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements, annonces et réclamations
s'adresser à l'EDITOGO B. P. 891 — Tél: 37-18 — LOMÉ

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se
terminant par le dernier numéro d'un des quatre
trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 30 frs
minimum 250 frs

Cheque annonce répétée : moitié prix :
minimum 250 frs

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

TÉLÉPHONE 27-01 — LOMÉ

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

1973	
16 oct.	ordonnance n° 34 remettant en vigueur les dispositions de la loi n° 61-27 du 16 août 1961 autorisant le gouvernement à prendre des mesures d'éloignement, d'internement ou d'expulsion contre les individus dangereux pour l'ordre public et la sûreté de l'Etat. 526

DECRETS

1973	
8 oct.	Décret n° 73-169 portant avancement de grade des magistrats 527
10 oct.	Décret n° 73-170 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Londres. 527
10 oct.	Décret n° 73-171 portant nomination d'un consul honoraire de la République togolaise à Londres. 527

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêtés et décision portant promotion, recrutements, admission, réintégration, sanction disciplinaire, exclusion temporaire et admission à la retraite.	527
--	-----

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêtés portant promotions	529
----------------------------------	-----

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1973	
4 oct.	Arrêté n° 427-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Sossou Boniface 529
4 oct.	Arrêté n° 428-MFE/CR accordant des allocations familiales à M. Thom Robert 530
4 oct.	Arrêté n° 429-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Bitantem Napo Boukari 530
4 oct.	Arrêté n° 430-MFE-CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Houegan Soglo Paul 530
5 oct.	Décision n° 985-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à la compagnie énergie électrique du Togo (CEET) à Lomé 532
5 oct.	Décision n° 989-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au comité inter-Etat d'études hydrauliques à Ouagadougou et du bureau de liaison à Lomé 532
5 oct.	Décision n° 990-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'organisation commune africaine, malgache et mauricienne à Yaoundé. 533
8 oct.	Arrêté n° 431-MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Tsogbe Sethi 530
9 oct.	Décision n° 1.007-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à la commune de Lomé 533

16 oct. — Arrêté n° 432-MFE-DA relatif au placement des provisions techniques des sociétés d'assurances	529
18 oct. — Décision n° 1067-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au centre régional africain d'administration du travail (CRA DAT) à Yaoundé	533
18 oct. — Décision n° 1068-bis/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'organisation mondiale de la santé (OMS) à New-York ..	533
23 oct. — Arrêté n° 438-MFE/CR accordant des allocations familiales à M. Adjami Akabassi Bonaventure	530
23 oct. — Arrêté n° 439-MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Adama Arnold	531
23 oct. — Arrêté n° 440-MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Lamboni Laré I	531
23 oct. — Arrêté n° 441-MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Djoma M. Adolphe	531
23 oct. — Arrêté n° 442-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Geraldo Moudachirou Léopold	531
23 oct. — Arrêté n° 443-MFE/CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. de Medeiros Jovino	531
Arrêté n° 135-MFEP-CR du 17 mai 1971 portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Ezoula François (rectificatif)	532
Arrêté n° 368-MFE/CR du 13 septembre 1973 portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Etse Laurent (rectificatif)	532
Décision portant nomination	532

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés et décisions portant intégration, nominations, admission, titularisations, révision de situations administratives, passages automatiques d'échelon, détachements, mise en disponibilité, passage en 2 ^e année et exclusion des élèves de l'ENA, changement d'emploi, rétrogradation, constatation d'absences irrégulières, acceptation de démission, admission à la retraite et rectificatifs à de précédents arrêtés et décisions portant admission au concours direct d'accès au cadre des agents spécialisés des PTT, nominations et passage automatique d'échelon.	533
--	-----

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS.	
Décision portant nomination	539

SECRETARIAT D'ETAT A LA PRESIDENCE CHARGE DU PLAN

Arrêté portant nominations	539
----------------------------------	-----

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

Arrêté portant nominations	540
----------------------------------	-----

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES

Arrêté portant admission à l'école nationale de sages-femmes (promotion 1973-1976)	540
--	-----

SECRETARIAT D'ETAT A LA PRESIDENCE CHARGE DE L'INFORMATION

Arrêtés portant nominations	540
-----------------------------------	-----

DIVERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Arrêtés portant désignation coutumière de chefs de canton, attribution, renouvellement et suppression de bourses d'études et de formation	540
---	-----

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1973	
15 oct. — Arrêté n° 125-INT-STCS chargeant le chefcir de Mango de l'intérim du chefcir de Dapango	542
15 oct. — Arrêté n° 127-INT-STCS chargeant le chefcir de Pagouda de l'intérim du chefcir de Lama-Kara	542
Décisions portant nominations et licenciement.	542

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Arrêtés portant approbation de rôles.	542
--	-----

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE 1973

17 oct. — Arrêté n° 771-MFP portant ouverture d'un concours professionnel pour le recrutement d'infirmiers d'élevage	543
18 oct. — Arrêté n° 777-MFP portant ouverture d'un concours professionnel d'accès au cadre des adjoints techniques d'élevage	543

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1973	
5 oct. — Arrêté n° 25-MEN transformant le centre artisanal de Pya en établissement public	544
Arrêté portant admission au concours de recrutement d'instituteurs adjoints, additif et rectificatifs à de précédents arrêtés portant admission définitive des membres du personnel de l'enseignement officiel et confessionnel ..	544

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	
Arrêté portant rétrocession de réserves administratives	545

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'Appel d'offres « Fourniture de carburants pour le Service des Travaux publics du Togo »	545
Avis d'Appel d'offres « Construction du campement de Niamtougou »	545
Récépissé de déclaration « Association des Parents d'élèves de l'Ecole Evangélique de Nyékonakpo » Lomé	546
Avis de perte de titres fonciers	546
Avis nécrologique	546

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

ORDONNANCE N° 34 du 16 octobre 1973 remettant en vigueur les dispositions de la loi n° 61-27 du 16 août 1961.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Vu la loi n° 61-27 du 16 août 1961 autorisant le gouvernement à prendre des mesures d'éloignement, d'internement ou d'expulsion contre les individus dangereux pour l'ordre public et la sûreté de l'Etat ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Les dispositions de la loi n° 61-27 du 16 août 1961 sont remises en vigueur pour une période d'un an.

Art. 2 — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 16 octobre 1973
Gai E. Eyadéma

DECRETS

DECRET N° 73-170 du 10 octobre 1973 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Londres.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 1, 15 et 16 des 14 janvier et 14 avril 1967 ;
Sur proposition du ministre des affaires étrangères,

DECRETE :

Article premier — Il est créé à Londres un consulat honoraire de la République togolaise.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 10 octobre 1973
Gai E. Eyadéma

DECRET N° 73-171 du 10 octobre 1973 portant nomination d'un consul honoraire de la République togolaise à Londres.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 1, 15 et 16 des 14 janvier et 14 avril 1967 ;
Vu le décret n° 73-170 du 10 octobre 1973 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Londres ;
Sur proposition du ministre des affaires étrangères,

DECRETE :

Article premier — M. Marcel Van Essen est nommé consul honoraire de la République togolaise à Londres avec juridiction sur toute la ville.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 10 octobre 1973
Gai E. Eyadéma

Promotions

Décret n° 73-169 du 8/10/73 — Les magistrats ci-après désignés remplissant les conditions nécessaires d'ancienneté pour accéder au grade supérieur, reçoivent les promotions suivantes :

Au 1^{er} échelon du 1^{er} grade

1-9-73 — Quashie Léonidas, magistrat du 2^e grade 3^e échelon.

Au 1^{er} échelon du 2^e grade

25-8-73 — Awanyoh K. Louis, magistrat du 3^e grade 4^e échelon ;

16-9-73 — Pédanou Hilaire, magistrat du 3^e grade 4^e échelon.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre des finances et de l'économie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ARRETES ET DECISIONS**MINISTERE DE L'INTERIEUR****Promotion**

Arrêté n° 124/INT/CGC du 15-10-73 — Les personnels du corps des gardiens de circonscription dont les noms suivent sont nommés aux grades ci-après pour compter du 1^{er} octobre 1973 :

Pour le grade de MDL-Chef
Le md.

Yabouri Djagouti — mle 236 — échelon 2 — indice 750

— *Pour le grade de 1^{re} classe*
les 2^e classe

Agnan Bilao mle 179 échelon 5 — indice 450

Kadjodé Robert mle 226 échelon 4 — indice 420

Esso Thomas mle 268 échelon 2 — indice 360

Takougnadi David mle 287 échelon 2 — indice 360

Tegba B. Kadjawéli échelon 2 — indice 360.

Le traitement des intéressés reste imputable au chapitre 14 — article 5 — paragraphe 3 du budget général.

Recrutements

Arrêté n° 122/INT/CGC du 15-10-73 — Est recruté dans le corps des gardiens de circonscription au grade de MDL-Chef — échelon 3 — indice 800 l'ex-sergent-chef Assih Jacques.

Le traitement de l'intéressé reste imputable au chapitre 14, article 5, paragraphe 3 du budget général.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} juin 1973.

Arrêté n° 123/INT/CGC du 15-10-73 — Sont recrutées dans le corps des gardiens de circonscription les personnes dont les noms suivent, en qualité d'élève-gardiencir, au traitement mensuel de 6.150 francs :

Akondé Ekim Emmanuel
Agnala Tchao
Akaolo Bassékourou
Ayewa Tassindja Zibriila
Adam Alassani
Amewoha Koffi
Amediame Komina
Adjabo Essobio
Adiakpor Yao Edwing
Adjakpa Nicolas
Atsou Sama
Agnanui Anagonou
Abrango Abdoul-Karim
Alassani Issifou
Alassani Aboubakary
Agbala A. Georges
Awoussi M. Dieudonné
Aziague K. Daniel
Abofo K. Paul
Kpandou H. An'one
Katassime S. Alexandre
Kombate Nayabri
Laré Touatre Jean
Akata Wété François
Labanté Kokou
Lossina Alassani
Manou Antoine
Mensah Akou Joseph
Moussa Moumouni
Mouzoun Kabou
Natchindja Dangui Touré

Namorou Patcha Arouna
N'Djenkou Pahoulam
Ouro Alfa Foudou
Ouyata Tiyondé Séraphin
Ouro Koura Djibril
Okouagbe Komi Elias
Ayawo Komi Pierre
Adegbe Etienne
Akpao Benoît
Aziague W. Kinikini
Adji Kpatcha Boniface
Ake Kinwaho
Ayoda Dominique
Aboudou Tanko
Agbe Mathias
Agbondjo Paulin
Atchaota Kpona Joseph
Awi Grégoire
Bogla Amouzou Lucien
Bahouli Kao Anatole
Daguenou Adohou
Dosseh Mawuko Jean
Etsé Roudolph
Gnofame Kouassivi
Gnama Gnama Albert
Gassou N'Danou
Houedakor Samuel
Hiamale Atsou James
Harinka Moutona
Kolani Fordjo Jean
Kpana Taffigou Antoine

Kadja Augustin
Kpansou Emmanuel
Kolani S. Doumôngue
Pebina Mayouwa Pierre
Soussou Komlan Mathias
Simléa Issam
Sim Jonathan
Sopéonu Philippe
Sagma Yaré
Samon T. Simon
Tchembé Mathurin
Tcha T. Yacoubou Moussa
Tabadi Koffi
Tchekpi Tchamdja Pierre
Totogoum Ba K. Patrick
Owoukou A. Nicodème

Tchonda Nayidali Gabriel
Yempabou Namdioc
Yentchabré Djatongué Dam
Messah Djambao
Bignandi Bélabou Vincent
Béféi Tcha Nestor
Ayaovi Afandina
Kpeta Abalo
Malou Tchédéli Justin
Limazié Tcheya
Sidi Barthélémy
Tabonne Bina
Djalogue Y. Etienne
Palkai Kpatcha Daniel
Viglo Komi Paul

Le traitement des intéressés sera imputable au chapitre 14 — article 5 — paragraphe 3 du budget général.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} septembre 1973.

Admission

Arrêté n° 120/INT/DSN du 5-10-73 — Conformément aux dispositions prévues au chapitre premier du titre II de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, notamment en ses articles 42 et 45 ainsi qu'à celles prévues par l'article 60 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969, les candidats dont les noms suivent, sont admis dans le corps des gradés et gardiens de la paix du cadre spécial de la sûreté nationale, en qualité d'élèves-gardiens de la paix (chapitre 14), article 7 du budget général à compter du 1^{er} septembre 1973 :

Agbemehin K. Luc
Pitou Mondougou Patrice
Nagnimari T. Joseph
Amegbognui E. René
Agbemadon K. Léon
Pilabana K. Emmanuel
Dogbevi Théodore
Gidigidi Samuel
Djido Agboaté
Oyenga T. François
Tenta W. Gérard
Yérima Amidou
Akoumany Martin
Anekeia Koffi
Afatchao Joachim
Yakanou Jean-Marie
Agbeve E. Gustave
N'Bouke Norbert
Ali Saïey
Ligui Albert
Dantaré D. Emmanuel
Lamboni Laurent
Seteme Marcel
Tagnami Michel
Awi Symphorien
Gbedze Philippe
Takougnadi K. Roger
Apegnowou Messan
Neglo Yaovi Pierre
Tokofai Komla
Kpété Siegfried
Abou Aboulaye
Omorou Allassani Balaham
Kawessina D. Martin
Yaovi Bernard

Adevoun Gilbert
Agbago Abilé Joseph
Salifou Kossi Paulin
Idrissou Bouraïma
Aziaka Koffi
Tchakaou Séibou
Agbovon Pierre
Bédi Yaovi Pierre
Kebe Tchamdja Raymond
Boundjou Gbati Lambert
Dogno Antoine
Nolaki K. Pascal
Hor Prosper Mensa
Babake Félicien
Lantam Tchapo
Sotoglo Elias
Koudaya Sédjro
Zobinou Gaudéric
Sagoua A. Edmond
Similao T. Léonard
Tchala Mayiwé
Gnasingbé John Kossi
Agoda Kpatcha
Matchambou Emile
Amoussou Simon
Hengue Kossi Emmanuel
Korem Pierre
Kekessi Alphonse
Badanarou Michel
Agbozo Prosper
Nayo Lucas
Bitchidi André
Kokloho Samuel
Laré Lamboni
Tchikiri Antoine

Issifou Nouhou
Lorempo Joseph

Baroubean Venance.

Pendant toute la durée de leur situation d'élèves-fonctionnaires les élèves-gardiens de la paix désignés à l'article premier ci-dessus :

1) — percevront la rémunération afférente à l'indice de traitement dont est affecté leur emploi, tel qu'il est fixé au tableau inscrit à l'article 63 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969;

2) — ne seront pas assujettis, conformément aux dispositions prévues par l'article 61, premier alinéa de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, à l'exercice des retenues pour constitution de pension de retraite ;

3) — Ne bénéficieront pas, en application des dispositions prévues par l'article 62, premier alinéa, de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 de l'indemnité de risques instituée par le décret n° 69-124 du 12 juin 1969, conformément aux dispositions prévues par l'article 2 dudit décret.

Réintégration

Arrêté n° 128/INT/CGC du 16-10-73 — Est réintégré dans le corps des gardiens de circonscription au grade de gardien de 2^e classe échelon 3 — indice 330, l'ex-gardien Tchampnon Gnadjohi.

Le traitement de l'intéressé reste imputable au chapitre 14, article 5, paragraphe 3 du budget général.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} septembre 1973.

Sanction disciplinaire

Décision n° 123/INT/CGC du 16-10-73 — Le maréchal-des-logis Bodjolle Nimdo, m/e 376 du détachement de Lomé est licencié par « mesure disciplinaire ».

L'intéressé, qui sera rayé des contrôles du corps des gardiens de circonscription, bénéficiera du transport gratuit pour rejoindre son foyer avec sa famille.

La présente décision a effet pour compter du 15 octobre 1973.

Exclusion temporaire

Arrêté n° 121/INT/DSN/DAPM du 12-10-73 — En application des dispositions prévues par l'article 97 de l'ordonnance n° 69-11 du 10 juin 1969, M. Gbodu Moïse, officier de police adjoint de 2^e classe 2^e échelon, est exclu de ses fonctions pour faute grave en service à compter du 1^{er} octobre 1973 pour une durée de trois (3) mois.

Pendant toute la durée de son exclusion de fonctions, M. Gbodu Moïse :

1) — n'aura pas droit à son traitement

2) — continuera à percevoir la totalité des allocations à caractère familial auxquelles il peut prétendre.

Retraite

Arrêté n° 126/INT/DSN/DAPM du 15-10-73 — Les fonctionnaires de police ci-dessous désignés du corps des gradés et gardiens de la paix du cadre spécial de la sûreté nationale, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite à compter du 1^{er} janvier 1974 :

Tinley Sim, brigadier-chef de 1^{er} échelon

Mazu Issiaka, brigadier de 5^e échelon

Waklatsi Ferdinand, brigadier de 1^{er} échelon

Salou B. Moutarou, gardien de la paix de 8^e échelon.

Par application des dispositions prévues par l'article 160 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 deuxième alinéa et par l'article 69 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969, les intéressés bénéficient d'une bonification de services égale au 1/5 de la durée de leurs services dans la Police.

Tinley Sim, de 1948 à 1973, 25 ans, 5 ans
 Mazu Issiaka, de 1949 à 1973, 24 ans, 4a 9m 18j
 Waklatsi Ferdinand, de 1960 à 1973, 13 ans, 2 a 18j
 Salou B. Moutarou, de 1949 à 1973, 24 ans, 4 a 9m 18j.
 Ces fonctionnaires de police sont reclassés ainsi qu'il suit :
 Tinley Sim, brigadier-chef 1^{er} échelon B.S. 5 ans
 1-1-1974 — brigadier-chef de 2^e échelon A.C. 3 ans
 1-1-1974 — brigadier-chef de 3^e échelon A.C. 1 an
 Mazu Issiaka, brigadier de 5^e échelon B.S. 4 ans 9 mois 18 j.
 Waklatsi Ferdinand, brigadier de 1^{er} échelon B.S. 2 ans 18j.
 1-1-1974 — brigadier de 2^e échelon A.C. 18 jours
 Salou B. Moutarou, gardien de la paix de 8^e échelon B.S. 4 ans 9 mois 18 jours
 1-1-1974 — gardien de la paix de 9^e échelon — A.C. 2a 9 mois 18 jours
 1-1-1974 — gardien de la paix de 10^e échelon — A.C. 9m 18j.

Les fonctionnaires concernés par le présent arrêté bénéficieront de la gratuité de transport en vue de réintégrer leur lieu d'origine respectif.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Promotions

Arrêté n° 141/PR/MDN du 28-9-73 — Est promu au grade de sous-lieutenant — échelon 2 — indice — 1.400 dans les forces armées togolaises à compter du 1^{er} octobre 1973, l'adjudant Memene Adam du 1^{er} régiment interarmes togolais.

L'intéressé a droit au port de ses galons pour compter du 1^{er} juillet 1973, date de la cérémonie de remise de ses épaulettes.

Arrêté n° 142/PR/MDN du 28-9-73 — A compter du 1^{er} octobre 1973, est nommé au grade de capitaine — échelon 3 — indice 2.000, dans les forces armées togolaises, le lieutenant Tchapo Falamio du 1^{er} régiment interarmes togolais.

Arrêté n° 143/PR/MDN du 28-9-73 — Les officiers dont les noms suivent sont promus au grade ci-après dans les forces armées togolaises à compter du 1^{er} octobre 1973 :

1^{er} REGIMENT INTERARMES TOGOLAIS

Au grade de lieutenant

le sous-lieutenant Aregba Robert — échelon 3 — indice 1650
 le sous-lieutenant Attiglah Sosthème — échelon 1 — indice 1550.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

ARRETE N° 432/MFE-DA du 16 octobre 1973 relatif au placement des provisions techniques des sociétés d'assurances.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 ;
 Vu l'ordonnance n° 36 du 12 août 1968 portant réglementation des organismes d'assurances de toute nature et des opérations d'assurance ;

Vu le décret n° 68-150 du 12 août 1968 réglementant les placements des Réserves Techniques des organismes d'assurances ;

Vu l'arrêté n° 235-MFE du 19 juin 1969 relatif aux placements des sociétés d'assurances ;

Vu l'ordonnance n° 53 du 29 décembre 1971 portant création de la Société Nationale d'Investissement,

A R R E T E :

Article premier — Les placements affectés à la représentation des provisions techniques des sociétés d'assurances devront, à compter de la signature du présent arrêté, être constitués dans les proportions suivantes :

— valeurs mobilières prévues par l'article 3, 1^o du décret n° 68-150 du 12 août 1968 :

— 20% au maximum auprès de la Banque Togolaise de Développement

— le reste auprès de la Société Nationale d'Investissement.

— placements immobiliers prévus par l'article 3, 1^o du même décret : sans limitation.

Art. 2 — Les placements pourront prendre les formes suivantes : construction ou achat d'immeuble situé au Togo, souscription de parts ou actions de sociétés immobilières exerçant leur activité au Togo et présentant un actif immobilier situé au Togo, dépôts à vue, dépôts à terme, souscription d'obligations.

Ces opérations lorsqu'elles sont immobilières devront être autorisées par le ministre des finances et de l'économie.

Art. 3 — Les placements effectués sous forme de dépôts ou de souscription d'obligations seront rémunérés aux taux annuels suivants :

— dépôts à vue : 5 %

— dépôts à terme, obligations : 5,5 %.

Art. 4 — Les placements seront effectués conformément aux prescriptions des articles 4 et 5 du décret n° 68-150 du 12 août 1968.

Art. 5 — Dans les cas de placement en numéraire, l'organisme dépositaire devra prendre toutes dispositions nécessaires afin de pouvoir à tout moment mettre à la disposition de chaque déposant une somme égale au quart du dépôt ou de la souscription effectués.

Les fonds nécessaires aux règlements des sinistres importants pourront être débloqués sur demande justifiée adressée au ministre des finances et de l'économie par l'organisme d'assurance intéressé.

Art. 6 — Les intérêts provenant des placements en numéraire (dépôts et obligations) seront, sur leur demande, payés tous les ans aux déposants, ou pourront être capitalisés.

L'organisme dépositaire devra alors notifier à l'organisme d'assurance la capitalisation des intérêts ainsi effectuée.

Art. 7 — L'arrêté n° 235-MFE du 19 juin 1969 est abrogé.

Art. 8 — Le directeur du service des assurances est chargé de l'application du présent arrêté qui prendra effet à compter de la date de sa signature et sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 octobre 1973

Ed. KODJO

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 427/MFE/CR du 4-10-73 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mmes veuves Sossou Akpé (née Tetegan)

Sossou Tchotchovi Eugénie (née Anani)

épouses de M. Sossou Boniface, agent de maîtrise de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel des chemins de fer du Togo (indice 850, pourcentage 73%) en retraite décédé le 1^{er} mai 1972, une pension de veuve au taux annuel de soixante neuf mille six cent quatre vingt douze (69.692) francs pour compter des dates ci-dessous :

Pour compter du 24 août 1972

Mme veuve Sossou Akpé (née Tetegan)

Pour compter du 17 septembre 1972

Mme veuve Sossou Tchotchovi Eugénie (née Anani).

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est attribué à :

Mme veuve Sossou Akpé (née Tetegan), une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants dénommés ci-dessous :

Akouété, né le 10 janvier 1938

Akouété, né le 10 janvier 1938

Justine, née le 26 juillet 1941

Eléonore, née le 31 décembre 1943

Rémi, né le 8 octobre 1946

Martine, née le 19 janvier 1951.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à dix sept mille quatre cent vingt quatre (17.424) francs pour compter du 24 août 1972.

Mme veuve Sossou Tchotchovi Eugénie (née Anani), une majoration pour famille nombreuse au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants ci-dessous désignés :

Ernest, né le 19 septembre 1944

Julienne, née le 18 juin 1946

Gisèle, née le 7 juin 1951.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à six mille neuf cent soixante douze (6.972) francs pour compter du 17 septembre 1972.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt sept mille huit cent soixante seize (27.876) francs l'an pour compter du 30 juillet 1972 à chacun des orphelins dénommés ci-dessous :

Adèle, née le 25 juin 1954

Yves, né le 19 mai 1957

Jules, né le 12 avril 1958

François, né le 4 octobre 1961.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés, seront versés entre les mains de M. Agbekponou Sossa René, administrateur des biens chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 428/MFE/CR du 4-10-73 — M. Thom Robert, infirmier d'Etat de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel de la santé publique du Togo en retraite pourra prétendre, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Richard, né le 3 avril 1973.

Arrêté n° 429/MFE/CR du 4-10-73 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 69%) au montant annuel de cent cinquante huit mille quatre vingt huit (158.088) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bitantem Napo Boukari, agent spécialisé de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel des postes et télécommunications du Togo (indice 510) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1973.

M. Batantem Napo Boukari pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Ayawavi, née le 1^{er} octobre 1953

Akouavi, née le 27 juin 1956

Aléwa, née le 9 février 1960

Jean, né le 8 mars 1966

Alain, né le 16 juillet 1968

Robert, né le 29 avril 1972.

Arrêté n° 430/MFE/CR du 4-10-73 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse allouée à M. Houegan Soglo Paul, officier de police adjoint de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel de la sûreté nationale du Togo en retraite, est porté de 20% à 25% de sa pension principale deux cent quatre vingt quinze mille neuf cent soixante (295.960) francs pour compter du 1^{er} septembre 1973 au titre de son enfant Privat, né le 26 août 1957.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à soixante treize mille neuf cent quatre vingt douze (73.992) francs pour compter du 1^{er} septembre 1973.

Arrêté n° 431/MFE/CR du 8-10-73 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mmes veuves Tsogbe Berthe (née Atsu)

Tsogbe Thérèse (née Atoukou)

épouses de M. Tsogbe Seth, infirmier d'Etat de 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 750, pourcentage 18%) décédé à Sokodé le 31 août 1970, une pension de veuve au taux annuel de quinze mille cent soixante quatre (15.164) francs pour compter du 20 août 1972.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse à chacun des orphelins dénommés ci-dessous :

Emile, né le 24 octobre 1952

Yao, né le 31 mars 1955

Yawa, née le 25 juillet 1957

Ama, née le 13 février 1960

Marthe, née le 11 décembre 1960

Dieudonné, né le 27 février 1962

Hippolyte, né le 2 février 1964

Gladstone, né le 25 avril 1966

Bertin, né le 5 septembre 1966

une pension temporaire d'orphelin fixée à six mille soixante quatre (6.064) francs l'an pour compter du 17 avril 1972.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total, être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficierait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Tsogbe Emmanuel, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 438/MFE/CR du 23-10-73 — M. Adjami Akabassi Bonaventure, maréchal des logis chef 2^e échelon, n° mle 219 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise en retraite pourra prétendre, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 13^e au 14^e rang) ci-après désignés :

Eugénie, née le 27 juillet 1973

Robert, né le 18 septembre 1973.

Arrêté n° 439/MFE/CR du 23-10-73 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves dénommées ci-dessous :

Mmes veuves Adama Félicia (née Koudissa)

Adama Suzanne Dédé (née Kuegan)

épouses de M. Adama Arnold, infirmier principal de CE du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 792, pourcentage 52%) en retraite, décédé le 20 septembre 1972, une pension de veuve au taux annuel de quarante six mille deux cent cinquante six (46.256) francs pour compter du 1^{er} octobre 1972.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à dix huit mille cinq cent quatre (18.504) francs l'an pour compter du 1^{er} octobre 1972 à l'orpheline Fidélia, née le 14 juillet 1954.

Payable jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant, la pension d'orphelin accordée ci-dessus, susceptible d'être comparée au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur, sera versée entre les mains de M. Davi Affantouché Adolphe, administrateur des biens chargé de sa tutelle.

Arrêté n° 440/MFE/CR du 23-10-73 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Lamboni Yendoubani (née Douti)

Mme veuve Lamboni Tandjome (née Laré)

épouses de M. Lamboni Laré 1, gardien de la paix 7^e échelon du corps du personnel de la police du Togo en retraite (indice 590, pourcentage 64%) décédé le 27 septembre 1972, une pension de veuve au taux annuel de quarante deux mille quatre cent douze (42.412) francs pour compter du 1^{er} octobre 1972.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à seize mille neuf cent soixante quatre (16.964) francs l'an pour compter du 1^{er} octobre 1972 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Pakanhame, né le 26 mai 1956

Labaremon, né le 1^{er} mars 1965

Massah, née le 15 août 1962

Labaremon, né le 1^{er} mars 1965

Gorgbéné, née le 10 octobre 1967

Lardja, né le 24 octobre 1967

Yédoumti, née le 18 juillet 1970

Kanfiténi, né le 10 novembre 1970.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés ci-dessus, susceptibles d'être comparés au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père, seront versés entre les mains de M. Kombaté Nassimbégou, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 441/MFE/CR du 23-10-73 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mmes veuves Djoma S. Pauline (née Djaodo)

A. Adèle (née Logossou)

A. Cécile (née Banassima)

M. Adjoa (née Matomsouwè)

A. Adèle (née Mawuvi)

épouses de M. Djoma Adolphe, gardien de la paix 3^e échelon du corps du personnel de la police du Togo (indice 430, pourcentage 14 %) décédé le 16 janvier 1972, une pension de veuve au taux annuel de deux mille sept cent quatre (2.704) francs pour compter du 1^{er} février 1972.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse à chacun des orphelins désignés ci-après :

Chimène, née le 27 mars 1967

Sabine, née le 29 août 1968

Innocent, né le 28 décembre 1971

Romuald, né le 19 juin 1972

Elisabeth, née le 22 juin 1972

une pension temporaire d'orphelin fixée à deux mille sept cent quatre (2.704) francs l'an pour compter du 1^{er} février 1972.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ci-dessus désignés ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés aux orphelins ci-dessus seront versés entre les mains de M. Djoma D. Sébastien, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 442/MFE/CR du 23-10-73 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de deux cent trente deux mille neuf cent trente deux (232.932) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Géraudo Moudachirou Léopold, adjoint administratif de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1973.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Géraudo Moudachirou Léopold pour compter du 1^{er} octobre 1973, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Misbaou, né le 19 mai 1941

Nourou-Dine, né le 12 mars 1946

Anoufou, née le 17 décembre 1946

Mahamoude, né le 7 août 1948

Mouthiou, né le 13 mai 1952

Falilatou, née le 2 août 1952.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante huit mille deux cent trente six (58.236) francs pour compter du 1^{er} octobre 1973.

M. Géraudo Moudachirou Léopold pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8^e au 20^e rang) ci-après désignés :

Souradjou-Dine, né le 30 juillet 1954

Rizakatoulai, née le 28 juillet 1955

Talliatou, née le 11 juillet 1956

Adiatoulai, née le 15 février 1957

Inayatoulai, née le 30 décembre 1957

Laniwarou, né le 18 mai 1960

Bachirou, né le 8 avril 1963

Rafiatou, née le 8 avril 1963

Wossilatou, née le 14 janvier 1965

Yekine, né le 30 septembre 1966

Rizanatou, née le 12 octobre 1967

Akibou, né le 25 octobre 1971

Nimatalai, née le 3 mai 1972.

Arrêté n° 443/MFE/CR du 23-10-73 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse allouée à M. de Medeiros Jovino, agent de maîtrise de

1^{re} classe 2^e échelon des chemins de fer et wharf du Togo en retraite, est porté de 10% à 15% de sa pension principale deux cent trente trois mille six cent quatre (233.604) francs pour compter du 1^{er} octobre 1973 au titre de son enfant Nestor, né le 2 mars 1953.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à trente cinq mille quarante (35.040) francs pour compter du 1^{er} octobre 1973.

Rectificatifs

RECTIFICATION du 23/10/73 à l'arrêté n° 135-MFEP-CR du 17 mai 1971 portant concession de pension de veuve et d'orphelin.

Au lieu de :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Ezoula Derman Raphaël, chargé de leur tutelle.

Lire :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Ouro-Koura Issifou, chargé de leur tutelle, en remplacement de M. Ezoula Derman Raphaël, décédé.

RECTIFICATIF du 4-10-73 à l'arrêté n° 368/MFE/CR du 13 septembre 1973 portant concession de pension de veuve et d'orphelin.

Au lieu de :

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse à chacun des orphelins désignés ci-après :

Richard, né le 30 octobre 1950
Séraphine, née le 27 août 1951
Pierre, né le 14 février 1952
Paul, né le 14 février 1952
Laurencia, née le 21 décembre 1954
Eustache, né le 20 septembre 1956
Sylvestra, née le 31 décembre 1959
Bonaventure, né le 28 juillet 1964
Claudine, née le 10 mars 1967
Patricia, née le 18 mars 1970

une pension temporaire d'orphelin fixée à dix sept mille neuf cent vingt quatre (17.924) francs l'an pour compter du 1^{er} février 1971.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés ci-dessus seront versés respectivement à :

— M. Etsé Kodjo François, chargé de la tutelle des orphelins ci-après :

Richard Pierre
Séraphine Paul
— Mme Etsé Akouavi Justine, (née MaIm), tutrice des orphelins ci-dessous désignés :

Laurencia Bonaventure
Eustache Claudine
Sylvestra Patricia

Lire :

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse à chacun des orphelins désignés ci-après :

Aimé Richard, né le 30 octobre 1950
Armandine Séraphine née le 27 août 1951
Pierre, né le 14 février 1952
Paul, né le 14 février 1952

Laurencia, née le 21 décembre 1954
Laurent Eustache, né le 20 septembre 1956
Liberty Sylvestra, née le 31 décembre 1959
Bonaventure, né le 28 juillet 1964
Claudine, née le 10 mars 1967
Perretta Patricia, née le 18 mars 1970

une pension temporaire d'orphelin fixée à dix sept mille neuf cent vingt quatre (17.924) francs l'an pour compter du 1^{er} février 1971.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés ci-dessus seront versés respectivement à :

M. Etsé Kodjo François, chargé de la tutelle des orphelins ci-après :

Aimé Richard Pierre
Armandine Séraphine Paul

Mme. Etsé Akouavi Justine (née MaIm), tutrice des orphelins ci-dessous désignés :

Laurencia Bonaventure
Laurent Eustache Claudine
Liberty Sylvestra Perretta Patricia

Le reste sans changement.

Nomination

Décision n° 965/MFE/MF/AD du 3-10-73 — M. Samuel Suka Adabra, inspecteur de 2^e classe 3^e échelon est nommé cumulativement chef de la section visite du port et vérificateur chargé d'un service de rédaction.

L'intéressé aura droit à l'indemnité professionnelle de 5.000 francs par mois prévue par l'article 1 — liste C du décret n° 73-149 du 31 juillet 1973.

La présente décision a effet pour compter du 1^{er} octobre 1973.

Autorisations de paiement

Décision n° 985/MFE/F du 5-10-73 — Est autorisé le paiement au profit de la compagnie énergie électrique du Togo (CEET), de la somme de un million neuf cent quarante quatre mille sept cent cinquante (1.944.750) francs cfa au titre du remboursement des taxes perçues sur le gas oil consommé à la centrale d'énergie électrique du Togo pendant les mois de mai, juin et juillet 1973 soit :

a) — Droit fiscal d'entrée perçu sur le gas oil :
4,50 francs x 259.300 1.166.850
b) — Taxe perçue au profit du fonds routier
sur la vente du Gas oil :
3 francs x 259.300 777.900

Total = 1.944.750

Cette somme sera mandatée par les soins du service des finances au nom de la compagnie énergie électrique du Togo et virée à son compte n° 60.124 UTB — Lomé.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 38, article 3.

Décision n° 989/MFE/F du 5-10-73 — Est autorisé le paiement au profit du comité inter-Etat d'Etudes hydrauliques à Ouagadougou et du bureau de liaison à Lomé, de la somme de deux millions (2.000.000) de francs cfa représentant la contribu-

tion du Togo au budget de fonctionnement desdits comité et bureau au titre de l'année 1973 suivant détail ci-dessous :

a) — Comité Inter-Etat d'études hydrauliques, compte bancaire n° 5725-C BIAO Ouagadougou	1.500.000
b) — Service des travaux publics (arrondissement de l'hydraulique et de l'électricité, bureau de liaison)	500.000
Total	2.000.000

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 41, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 990/MFE/F du 5/10/73 — Est autorisé le paiement au profit de l'organisation commune africaine malgache et mauricienne, de la somme de treize millions six cent cinquante six mille cent soixante onze (13.656.171) francs CFA, représentant la contribution du Togo au budget de fonctionnement de ladite organisation au titre de l'année 1973.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 31-075 367 ouvert à la société camerounaise de banque à Yaoundé au nom de l'OCAM.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 41, article 3, paragraphe 2.

La prévision initiale au budget étant de douze millions de francs CFA, l'excédent de la dépense, soit un million six cent cinquante six mille cent soixante onze (1.656.171) francs CFA, sera régularisée ultérieurement.

Décision n° 1.007/MFE/F du 9-10-73 — Est autorisé le paiement au profit de la commune de Lomé, de la somme totale de vingt trois millions (23.000.000) de francs CFA répartie comme suit, au titre de l'année 1973 :

1 — Contribution du budget général aux dépenses de l'éclairage de la ville de Lomé (imputation budget général, exercice 1973, chapitre 41, article 2.)	22.000.000
2 — Frais d'enlèvement des ordures et entretien des puits des bâtiments administratifs (imputation budget général, exercice 1973, chapitre 37, article 3.)	1.000.000

Total 23.000.000

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur, receveur municipal de la commune de Lomé.

Décision n° 1067/MFE/F du 18/10/73 — Est autorisé le paiement au profit du Centre régional africain d'administration du travail (CRADAT), de la somme de un million (1.000.000) de francs cfa représentant la contribution du Togo au budget dudit centre au titre de l'année 1973.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 31-075-556 ouvert auprès de la société camerounaise de banque à Yaoundé au nom du CRADAT.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 41, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1068-bis/MFE/F du 18/10/73 — Est autorisé le paiement au profit de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de la somme de trente quatre mille quatre vingt un (34.081) dollars USA soit sept millions trois cent soixante et un mille quatre cent quatre vingt seize (7.361.496) francs cfa représentant la contribution du Togo au budget de fonctionnement de ladite organisation au titre de l'année 1973.

Cette somme sera mandatée et virée au compte ouvert à la federal reserve bank of New York, 53 liberty street New York 45 N.Y. au nom de l'OMS.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 41, article 3, paragraphe 1-a.

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Intégration

Arrêté n° 743-MFP du 8/10/73 — M. Malm Godfroy, contremaître de 2^e classe 4^e échelon (indice 700), du corps des fonctionnaires des chemins de fer et du wharf, qui a effectué avec succès un stage professionnel d'électrotechnicien en République Fédérale d'Allemagne, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'adjoint technique de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) pour compter du 1^{er} mars 1972 (ancienneté conservée : néant) —

L'intéressé conserve son effectation actuelle.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Nominations

Arrêté N° 741-MFP du 8/10/73 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Semondji Nestor, l'arrêté n° 471/MFP. du 11 juillet 1973 portant nomination.

Arrêté n° 753-MFP du 10/10/73 — M. Akpoboua Komlan Albert, titulaire du baccalauréat spécialisé en sciences de la santé (option biologie) de l'Université du Québec à Trois Rivières, est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecin-biologiste 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du Ministre de la Santé Publique et des Affaires Sociales (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 754-MFP du 10/10/73 — MM. Atchou Kodjovi Simon, Dogbé Bfoé Simon et Tokpa Kodjo Paul, ex-instituteurs de l'enseignement privé catholique, reçus à l'examen professionnel du certificat d'aptitude pédagogique, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans est accordée à MM. Atchou, Dogbé et Tokpa pour leurs services antérieurs accomplis dans l'enseignement privé catholique respectivement du 15 octobre 1948 au 17 septembre 1973, du 16 septembre 1946 au 30 juillet et du 16 octobre 1951 au 19 juillet 1973 en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de MM. Atchou, Dogbé et Tokpa est reprise comme suit :

— instituteurs de 2^e classe 1^{er} échelon + 6 ans bonification

- instituteurs de 2^e classe 3^e échelon + 2 ans bonification
- instituteurs de 2^e classe 3^e échelon + 2 ans bonification
- instituteurs de 2^e classe 4^e échelon (bonification épuisée).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 755/MFP du 10/10/73 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du diplôme de l'école nationale d'agriculture de Tové (option agriculture), sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieurs — adjoint d'agriculture de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) :

Balaka Yao	Adjlévi L. Joseph
Atikpo Zacharie	Agbagba Clément
AbaIo Ambroise	Amégbor Emmanuel
Loho K. Georges	Agossou Yao.
Bouloufeï T. Alexis	

Les intéressés sont mis à la disposition du ministre de l'économie rurale ; leurs salaires sont imputables sur le budget général dans les conditions suivantes :

Chapitre 20 article 4 paragraphe 3

Agossou Yao

Chapitre 20 article 4 paragraphe 5

Amégbor Emmanuel

Chapitre 20 article 5 paragraphe 1

Balaka Yao

Chapitre 20 article 8 paragraphe 1

Atikpo Zacharie

Chapitre 20 article 8 paragraphe 3

AbaIo Ambroise

Loho K. Georges

Chapitre 20 article 13 paragraphe 1

Adjlévi L. Joseph

Chapitre 20 article 15 paragraphe 3

Agbagba Clément

Bouloufeï T. Alexis.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 756/MFP du 12/10/73 — Mlle. Houssiagama Florencia et M. Dzeze K. Julien, titulaires du B.E.P.C., sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'Education Nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 757/MFP du 12/10/73 — M. Dabou Napo Emmanuel, docteur en médecine de l'Université de l'Amitié des peuples Patrice Lumumba de Moscou (U.R.S.S.), titulaire du certificat d'études spéciales de chirurgie de la Faculté de Médecine de l'Université de Strasbourg (France), est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de Médecin Ordinaire 2^e échelon (catégorie A1 — indice

1450) et mis à la disposition du Ministre de la Santé Publique et des Affaires Sociales (chapitre 22, article 5 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 1 an et 2 mois lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis aux Centres Hospitaliers de Colmar et Melun du 24 novembre 1971 au 31 juillet 1973 en application des dispositions de l'article 6 (dernier alinéa) du décret n° 62-86 du 19 juin 1962.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 758/MFP du 12/10/73 — M. Gley Komlan Seth, titulaire du school certificate and general certificate of education (ordinary level) et du teacher's certificate « A » (C.A.P.), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'Education Nationale (chapitre 26, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 761/MFP du 16/10/73 M. Kuma Abotsi Simon, secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon, est nommé contrôleur du travail et des lois sociales.

L'intéressé prêterait serment conformément aux dispositions de l'article 151 du code du travail.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 762-MFP du 16/10/73 — M. Madou Koffi André, adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon, est nommé contrôleur-adjoint du travail et des lois sociales.

L'intéressé prêterait serment conformément aux dispositions de l'article 151 du code du travail.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 773/MFP du 18/10/73 — M. Zobinou Alfred, titulaire du brevet élémentaire, du brevet supérieur de capacité (1^{ère} partie) et admis à l'examen du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Admission

Décision n° 1459/MFP du 12/10/73 — Sont déclarés définitivement admis par ordre de mérite au concours professionnel pour le recrutement de trois contrôleurs et de cinq agents d'assiette des contributions directes, les candidats dont les noms suivent :

Cadre des contrôleurs

Tchalim Essè Emmanuel Sowu Benjamin
Soglohun Yao Lucas

Cadre des agents d'assiette

Aziadekey François

Titularisations

Arrêté n° 759-MFP du 12/10/73 — Les professeurs de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie A2) ci-après désignés, appartenant au corps des fonctionnaires de l'enseignement, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés ainsi qu'il suit dans leur emploi et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Pour compter du 21 septembre 1971

Koudama Koffi Mathias

Pour compter du 1er janvier 1972

Azonaha Vidjogni Georges

Arrêté n° 760-MFP du 12/10/73. — Les professeurs de 3e classe 2e échelon stagiaires (catégorie A1) ci-dessous désignés, appartenant au corps des fonctionnaires de l'enseignement qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés ainsi qu'il suit dans leur emploi et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Pour compter du 25 octobre 1970

Ethe Joseph

Pour compter du 7 octobre 1972

Kagnolema François

Pour compter du 17 janvier 1973

Nouakey Yao Joseph

Pour compter du 1er septembre 1973

Afan Jean

Gbeasor Michaël.

Arrêté n° 772-MFP du 18/10/73 — Les contrôleurs de 2e classe 1er échelon stagiaires dont les noms suivent, du corps des fonctionnaires du trésor, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi ainsi qu'il suit et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Pour compter du 2 mai 1973

Kouévi Simon

Badohun Benjamin

Kudzi Kossi Michel

Pour compter du 7 juillet 1973

Doh Eugène.

Régularisation de situations administratives

Arrêté n° 748-MFP du 10/10/73 — M. Adouvi Clément, ajusteur permanent échelle H échelon 7, en service au réseau des chemins de fer du Togo, titulaire du diplôme de formation professionnelle en construction de moteurs (Usines de réparation de Nuremberg RFA) est intégré dans le corps des fonctionnaires des chemins de fer en qualité de contremaître de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (budget annexe des chemins de fer).

La situation administrative de M. Adouvi est révisée comme suit :

18-3-66 — contremaître de 2e classe 1er échelon

18-3-68 — contremaître de 2e classe 2e échelon

18-3-70 — contremaître de 2e classe 3e échelon

18-3-72 — contremaître de 2e classe 4e échelon

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 749-MFP du 10/10/73 — M. Barandao Jacques, moniteur permanent, admis au concours de recrutement des moniteurs de l'enseignement catholique, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D — indice 270) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7) du budget général.

Une bonification d'ancienneté de 6 ans lui est accordée pour ses services antérieurs dans l'enseignement privé catholique du 15 octobre 1952 au 1er septembre 1973 en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de M. Barandao est reprise comme suit :

Moniteur de 3e classe 1er échelon + 6 ans bonification

Moniteur de 3e classe 2e échelon + 4 ans bonification

Moniteur de 3e classe 3e échelon + 2 ans bonification.

Moniteur de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée).

Le présent arrêté aura effet au point de vue de la solde pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 750-MFP du 10/10/73 — M. Mahoulé Manassé François, titulaire du certificat d'aptitude pédagogique (CAP), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 6 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans lui est accordée pour ses services antérieurs dans l'enseignement privé catholique du 1^{er} octobre 1962 au 30 août 1973 en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de M. Mahoulé est reprise comme suit :

instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon + 6 ans bonification

instituteur de 2^e classe 2^e échelon + 4 ans bonification

instituteur de 2^e classe 3^e échelon + 2 ans bonification

instituteur de 2^e classe 4^e échelon (bonification épuisée).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 751-MFP du 10/10/73 — La situation administrative de M. Agboli A. Ferdinand, infirmier d'Etat de 2^e classe 2^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, est reprise comme suit :

1-10-69 — infirmier d'Etat de 2^e classe 2^e échelon stagiaire

1-10-70 — infirmier d'Etat de 2^e classe 2^e échelon — A.C. 1 an

1-10-71 — infirmier d'Etat de 2^e classe 3^e échelon — A.C. néant

1-10-73 — infirmier d'Etat de 2^e classe 4^e échelon.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 752-MFP du 10/10/73 — La situation administrative de M. de Souza Elie, agent technique du corps du personnel médical et technique de la santé publique est révisée comme suit :

1-7-71 — agent technique de 1^{re} classe 3^e échelon + 2 ans 4 mois bonification

3-1-73 — agent technique principal 1^{er} échelon + 1 an 10 mois 2 jours A.C.

3-3-73 — agent technique principal 2^e échelon (ancienneté épuisée).

Arrêté n° 774-MFP du 18/10/73 — La situation administrative de M. Aduayom-Téko Folly Laurent est régularisée comme suit :

1-10-51 — instituteur adjoint stagiaire

Reclassement

1-1-62 — instituteur-adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon + 2 ans A.C.

1-1-62 — instituteur-adjoint de 2^e classe 2^e échelon (A.C. épuisée)

Cadre des instituteurs

1-1-64 — instituteur de 2^e classe 2^e éch. (indice 850)

1-1-66 — instituteur de 2^e classe 3^e échelon

1-1-68 — instituteur de 2^e classe 4^e échelon

1-1-70 — instituteur de 1^{re} classe 1^{er} échelon

1-1-72 — instituteur de 1^{re} classe 2^e échelon.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 775-MFP du 18/10/73 — La situation administrative de M. Tediou Abalsèm Norbert, ingénieur d'agriculture (catégorie A1) est reprise comme suit :

6-10-69 — ingénieur de 2^e classe 2^e échelon

6-10-71 — ingénieur de 2^e classe 3^e échelon.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Passages automatiques d'échelon

Décision n° 1413-MFP du 10/10/73 — Est et demeure rapportée la décision n° 1218/MFP du 4 septembre 1973 constatant passage automatique d'échelon.

M. Zekpa D. Léonard, infirmier ordinaire 2^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, est élevé au 3^e échelon de son grade pour compter du 22 août 1969 (A.C. épuisée).

Décision: n° 1429-MFP du 11/10/73 — Mme Ayité (née Fossaert Myrtille Blanche Armelle), infirmière d'Etat de 2^e classe 2^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, est élevée au 3^e échelon de son grade pour compter du 23 octobre 1972 (ancienneté épuisée).

Décision n° 1430-MFP du 11/10/73 — Mme Kpon-ton Nadouvi Irma, infirmière d'Etat de 2^e classe 1^{er} échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, est élevée au 2^e échelon de son grade pour compter du 15 mars 1973 (ancienneté épuisée).

Décision n° 1442-MFP du 12/10/73 — Les infirmiers d'Etat de 2^e classe 3^e échelon ci-après désignés du corps du personnel médical et technique de la santé publique, sont élevés au 4^e échelon de leur grade pour compter du 1^{er} août 1973 (ancienneté conservée : 7 mois) :

Kangni Isidore

Tagba Bourougou Clément.

Décision n° 1443-MFP du 12/10/73 — Les infirmiers d'Etat de 1^{re} classe 1^{er} échelon ci-après désignés du corps du personnel médical et technique de la santé publique sont élevés au 2^e échelon de leur grade pour compter du 1^{er} août 1973 et conservent chacun une ancienneté de 7 mois :

Anthony Fanny

Dzotsi Samuel

Dogbe K. Clément.

Détachements

Arrêté n° 746/MFP du 9/10/73 — Mme Doh, (née) Segbor Innocentia, attaché d'administration de 2^e classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la direction des affaires sociales, est placée dans la position de détachement pour servir à la caisse nationale de sécurité sociale.

Pendant la durée du détachement les émoluments de Mme Doh ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraites du Togo, seront à la charge de la caisse nationale de sécurité sociale.

L'intéressée subira sur son traitement indiciaires de base la retenue pour pension de 6 o/o.

Le présent arrêté a effet pour compter du 14 août 1972.

Arrêté n° 747/MFP du 9/10/73 — M. Agbagla Hamelo Zéphirin, ingénieur de 3^e classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile, en service à Lomé, est placé dans la position de détachement pour une période de cinq ans auprès de la direction générale de l'ASECNA à Dakar République du Sénégal.

Durant le détachement, les émoluments de M. Agbagla ainsi que la contribution complémentaire de 20% à la caisse de retraites du Togo seront à la charge du budget de l'ASECNA.

L'intéressée subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 15 octobre 1973.

Disponibilités

Arrêté n° 742/MFP du 8/10/73 — M. Bonin Jean, ingénieur de 1^{re} classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles est placé sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement pour une période d'un an à compter du 1^{er} octobre 1973, en application des dispositions de l'article 98 2^e alinéa) de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Arrêté n° 778-MFP du 19/10/73 — M. Ozou Christophe, préposé 3^e échelon du corps des fonctionnaires des douanes en service à Lomé, est placé sur sa demande dans la position de disponibilité sans traitement, pour une période d'un an, à compter du 20 octobre 1973, conformément aux dispositions de l'article 95-6 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Arrêté n° 779/MFP du 19/10/73 — Mme Kinde, née Amégnignon Florence, infirmière d'Etat de 2^e classe 3^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, en service au centre de santé de Lomé, est placée sur sa demande dans la position de disponibilité sans traitement pour une période d'un an à compter du 22 octobre 1973 en application des dispositions de l'article 98-2^e de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Ecole nationale d'administration

Arrêté n° 744/MFP/ENA du 8/10/73 — Sont admis, par ordre de mérite, en classe de deuxième année de l'école nationale d'administration, les élèves de 1^{re} année (promotion 1972—1974) dont les noms suivent :

Bouana Jonas	Salla Jean
Gbessaya Eugène	Klu Yao Emmanuel
Misseou F. Michel	Bao Suzanne
Ayassou René	Simala Oukpane
Edorh Bonaventure	Kpankou Christophe
Adra Christophe	Tchalima Sanda
Idrissou Sakibou	Pitang Lucien
Kataka Sylvanus	Idrissou Issa
Ahyi Ayité Yves	Tchakpala Vitus
Tcha Florent	Pissang Jérôme
Arzouma Marie-Madeleine	Tchandja Etienne
Baka Victorine	Dogo Charles
Abete Pierre	Gbologan Linus.
Ayena Antoinette	

Sont exclus de l'école nationale d'administration, pour insuffisance de travail, les élèves de la classe de première année ci-après désignés :

Lochina Idrissou	Kuegah Agnès
Yembety Albert	Tolessi Ithiel
Ganda Emmanuel	Combaté S. Antoine
Pessei René Jolly	Dalare Robert
Allaglio Delphine	Kwadzo Joseph.

Les intéressés élèves-fonctionnaires ou agents permanents sont remis à la disposition de leur administration d'origine.

La rentrée des classes est fixée au lundi 8 octobre 1973 à 7 heures précises.

Le directeur de l'E.N.A. est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Changement d'emploi

Décision n° 1412/MFP du 9/10/73 — Les chauffeurs permanents ci-après désignés, en service à la direction des forêts et chasses, sont classés dans la catégorie des surveillants des eaux et forêts et restent mis à la disposition du ministre de l'économie rurale.

N'Dre Nadjaré 4^e catégorie échelle B
Amouzou Mathieu 3^e catégorie échelle D
Adjété N. Gabriel 3^e catégorie échelle D.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Rétrogradation

Arrêté n° 724/MFP du 3/10/73 — M. Békoutaré K. Roger, attaché d'administration de 2^e classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale, est rayé dudit cadre et intégré en qualité de secrétaire d'administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon pour conduite incompatible avec la dignité de fonctionnaire.

Le présent arrêté a effet pour compter du 2 octobre 1973.

Absences irrégulières

Décision n° 1462/MFP du 16/10/73 — Est constatée pour compter du 14 septembre 1973, l'absence irrégulière de son poste de M. Toyisson Grégoire, surveillant de 1^{re} classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires des chemins de fer, en service à Lomé.

Pendant la durée de l'absence l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Décision n° 1492/MFP du 18/10/73 — Est constatée pour compter du 13 août 1973, l'absence irrégulière de son poste de M. Nubukpo Henri, adjoint technique 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en fonction au service topographique à Lomé.

Pendant la durée de l'absence l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Démission

Décision n° 1424/MFP du 10/10/73 — Est constatée pour compter du 17 septembre 1973, la démission de son emploi offerte par Mme Allahare Caroline, institutrice de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement.

Retraite

Arrêté n° 769/MFP du 17/10/73 — Les fonctionnaires désignés ci-après, atteints par la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1974 :

ADMINISTRATION GENERALE

Akue-Goeh Gabriel, adjoint administratif principal de C.E.

Anani Robert, adjoint administratif principal 2^e échelon

Attipoe Valentine, adjoint administratif de 1^{re} classe 3^e échelon

Mensah Augustin, commis d'administration principal 3^e échelon.

SANTE

Ali Alassani, agent technique principal 1^{er} échelon
de Souza Elie, agent technique principal 2^e échelon
Kao Hilaire, infirmier d'Etat de 1^{re} classe 1^{er} échelon

ENSEIGNEMENT

Kumenu Joseph, moniteur de C.E.

TRAVAUX PUBLICS

Gbegnedji Kossivi Boniface, adjoint technique principal 3^e échelon

de Souza Léonard, contremaître 3^e échelon

Akohin Athanase, contremaître 2^e échelon

Abdoulaye Namadou, surveillant principal 3^e échelon.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Ekue-Akpa Ezéchiél, agent d'exploitation principal 3^e échelon

Mensah Dogbèvi Mathias, agent spécialisé de 1^{re} classe 3^e échelon.

CHEMINS DE FER

Bedjan Kossivi Simon, chef de station principal C.E.
Gbaguidi Dossavi Pascal, chef de station principal C.E.

Kwavedji Kwami François, chef de station principal 3^e échelon

Djeguede Antoine, contremaître principal 3^e échelon

Gnimavo Hodonou Paul, contremaître principal 3^e échelon

Mensah Clément, contremaître principal 2^e échelon

Amemelio Sylvanus, contremaître de 1^{re} classe 3^e échelon

Seho Akakpovi, contremaître de 1^{re} classe 3^e échelon

Dos-Reis Y. Casimir, contremaître de 1^{re} classe 2^e échelon

Kuevi Fulbert, contremaître de 1^{re} classe 2^e échelon

DOUANES

Vovor Vincent, inspecteur de 1^{re} classe 2^e échelon
Aziglossou Edo Emile, agent de constatation principal 3^e échelon

Fumey Kwami Erastus, brigadier-chef C.E.

Zangbe Jean-Pierre brigadier-chef 3^e échelon

Kponou Afanou Hubert, brigadier-chef 2^e échelon.

AGRICULTURE

Noviho Amouzou Antoine, adjoint technique principal 2^e échelon

Possian Antoine, adjoint technique principal 2^e échelon.

ELEVAGE

Edorh François, infirmier principal C.E.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 8-10-73 à la décision n° 583/MFP du 16 mai 1973 arrétant la liste des candidats admis au concours direct d'accès au cadre des agents spécialisés des postes et télécommunications.

Au lieu de :

Sont déclarés définitivement admis au concours direct d'accès au cadre des agents spécialisés des postes et télécommunications :

12°) — Semondji Nestor

Lire :

Sont déclarés définitivement admis au concours direct d'accès au cadre des agents spécialisés des postes et télécommunications :

12°) — Komla Hubert

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 8-10-73 à l'arrêté n° 567/MFP du 9 août 1973 portant nomination.

Les candidats dont les noms suivent, admis au concours direct pour le recrutement de dix (10) agents d'exploitation et de six (6) agents des I.E.M. des postes et télécommunications, sont admis comme suit dans le corps des fonctionnaires des postes et télécommunications et mis à la disposition du secrétaire d'Etat aux travaux publics chargé des postes et télécommunications (chapitre 18, article 9, paragraphe 4 du budget général).

Agents d'exploitation de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C — indice 550).

Au lieu de :

Agah Jean-Marie

Lire :

Agah Jean-Henri

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 10-10-73 à la décision n° 1219/MFP du 4 septembre 1973 constatant passage automatique d'échelon.

Au lieu de :

M. Agbodo K. Pierre, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 29 mars 1973 (bonification épuisée).

Lire :

M. Agbodjo K. Pierre, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 29 mars 1973.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 10-10-73 à l'arrêté n° 709/MFP du 1^{er} octobre 1973 portant nomination.

Au lieu de :

M. Tocou Codjo Mathieu, licencié ès-lettres de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Paris (France), est admis dans le corps des fonctionnaires

de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 42, article 16 du budget général).

Lire :

M. Tocou Codjo Mathieu, licencié ès-lettres de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Paris (France), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale.

Le traitement de M. Tocou sera imputable sur le chapitre 30, article 4 du budget général (ministère du commerce et de l'industrie) du 13 janvier au 10 septembre 1973, sur le chapitre 42, article 16 du budget général (ministère de l'éducation nationale) pour compter du 11 septembre 1973.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Nomination

Décision n° 353-MTP-CFT du 12/10/73 — M. Kuaovi Ahlin Fidèle, ingénieur de 2^e classe 3^e échelon, chef service matériel et traction, est nommé directeur adjoint des chemins de fer du Togo, en remplacement de M. Taffin Léon.

M. Kuaovi A. Fidèle pourra prétendre en cette qualité au bénéfice de la prime de gestion dans les conditions définies par les textes en vigueur.

La dépense afférente sera imputable au budget annexe des CFT.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} novembre 1973.

SECRETARIAT D'ETAT A LA PRESIDENCE CHARGE DU PLAN

Nominations

Arrêté n° 6/SEP du 17/10/73 — M. Abdoul-Aziz Kerim, précédemment directeur de cabinet du ministre délégué à la présidence, est nommé directeur de cabinet du secrétaire d'Etat chargé du plan.

M. Akoumany François, administrateur civil de 2^e classe 3^e échelon, est nommé attaché de cabinet au même secrétariat d'Etat.

Les traitements des intéressés restent imputables :

— pour M. Abdoul-Aziz Kerim, au budget général, chapitre 6, article 5.

— pour M. Akoumany François, au budget général, chapitre 30, article 8, paragraphe 1.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

Nominations

Arrêté n° 12/MER/DGER du 19/10/73 — M. Kankarti Nankodja Sylvestre, ingénieur du génie rural de 2° classe 3° échelon (catégorie A1), est nommé directeur du centre de formation professionnelle agricole de Tové, en remplacement de M. Robert François, assistant technique rentré en France.

Ses émoluments demeurent imputables sur le chapitre 20, article 15, paragraphe 1 du budget général.

Décision n° 343/MER du 19/10/73 — M. Amela Timothée, ingénieur des forêts et chasses de 2° classe 4° échelon, est nommé chef de la division de la nutrition et de la technologie alimentaire, en remplacement de M. Ayeboua Gabriel, ingénieur de 2° classe 3° échelon de l'agriculture appelé à d'autres fonctions.

Les émoluments de l'intéressé sont imputables au chapitre 20, article 10, paragraphe 1 du budget général jusqu'au 31 décembre 1973.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DES AFFAIRES SOCIALES

Ecole nationale de sages-femmes du Togo

Arrêté n° 11/MSPAS du 22/10/73 — Sont admises par ordre de mérite, au concours d'entrée à l'école nationale de sages-femmes d'Etat du Togo (promotion 1973-1976), les candidates dont les noms suivent :

Karoue Justine	Adjambao Philomène
Locoh Vicentia	Gbetty Ablavi Constance
Lawson Charlotte	Tcharie Elisabeth
Gbadam Marie	Bawa Adizatou
Assiobo Clémentine	Yovo Flora
Simfeido Hortense	Alassani Abibatani
Akoto Cathérine	Herma Lacgname
Kokou Mélanie	Akué Simplicia
Assouka Thérèse	Amedegnato Françoise
Divo Antoinette	Adomayakpor Fidèle
Issa Safaatou Touré	Djibro Tilatou Adissa
Edokpodjo Antoinette	Bonfoh Kariétou.

Mlle Lawson Charlotte, titulaire du diplôme d'infirmière d'Etat, est admise en 2° année de l'école de sages-femmes.

Le présent arrêté a effet pour compter du premier octobre 1973.

SECRETARIAT D'ETAT A LA PRESIDENCE
CHARGE DE L'INFORMATION

Nominations

Arrêté n° 1/SE/PR/INFO du 15/10/73 — M. Laré Nampougouini Augustin, licencié en droit, administrateur civil de 1^{re} classe 1^{er} échelon, précédemment directeur de la division des conférences internationales au ministère des affaires étrangères, est nommé directeur de cabinet du secrétaire d'Etat à la Présidence de la République, chargé de l'information, en remplacement de M. Kinholé Léonard, appelé à d'autres fonctions.

Les traitements et indemnités diverses de l'intéressé sont imputables au budget général, chapitre 28, article 2.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de signature.

Arrêté n° 2/SE/PR/INFO du 15/10/73 — M. Gbakenou Simon, précédemment directeur des coopératives des SORAD des plateaux, est nommé attaché de cabinet du secrétaire d'Etat à la Présidence de la République chargé de l'information, en remplacement de M. Kokouvi Angelo, appelé à d'autres fonctions.

Les traitements et indemnités diverses de l'intéressé sont imputables au budget général, chapitre 28, article 2.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

DIVERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Désignation coutumières de chefs de canton

Arrêté n° 166/PR/INT/APA du 11/10/73 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie élective de M. Kodo Kéwezima en qualité de chef de canton de Blitta (circonscription administrative de Sotouboua) en remplacement de M. Kodo Gnassingbé, décédé.

L'intéressé percevra en cette qualité une indemnité annuelle de 216.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 14, article 6.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 10 août 1973, date de prise de fonction de l'intéressé.

Arrêté n° 167-PR-INT-APA du 11/10/73 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie élective de M. Tchala Animaou en qualité de chef de canton de Yadé (circonscription administrative

de Lama-Kara), en remplacement de Kpatcha Bokobossou.

L'intéressé percevra en cette qualité une indemnité annuelle de 126.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 14, article 6.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Bourses

Arrêté n° 162-PR/MEN du 11/10/73 — Est renouvelée pour l'année scolaire 1973-1974 la bourse de formation précédemment accordée à l'Institut national des sports d'Abidjan à chacun des élèves togolais dont les noms suivent :

Bonfoh Bassabi Abass (admis en 3^e année de maîtrise d'EPS)

Dinkpenli Tindadja Jérôme (admis en 3^e année de maîtrise d'EPS)

Ekoué Ayélévi Nathalie (admise en 3^e année de maîtrise d'EPS)

Kuma Kodjovi Frédéric (admis en 3^e année de maîtrise d'EPS)

Moumouni Idrissou Mashoudou (admis en 3^e année de maîtrise d'EPS)

Wiyao Tchao Bonaventure (admis en 3^e année de maîtrise d'EPS)

Agbodjoe Bessi Conforte (admise en 2^e année de maîtrise d'EPS)

Ahoye Aquereburu René (admis en 2^e année de maîtrise d'EPS)

Atsu Kossivi Séverin (admis en 2^e année de maîtrise d'EPS)

Gomina Lantame (admis en 2^e année de maîtrise d'EPS)

Issifou Fousséni (admis en 2^e année de maîtrise d'EPS).

Est supprimée à compter de la rentrée scolaire d'octobre 1973, pour études terminées la bourse de formation précédemment accordée à chacun des élèves togolais ci-dessous désignés :

Ameganvi Comlan Michel

Dermane Abiba Justine

Segbor Afiwavi Ellen

Titikpina Abdoulaye Hawa.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 43, article 9.

Arrêté n° 163-PR-MEN du 11/10/73 — Une bourse de formation est accordée à l'Institut National de la Jeunesse et des Sports de Yaoundé pour l'année scolaire 1973-1974 à chacun des élèves dont les noms suivent en vue d'une maîtrise d'éducation physique et sportive :

Djator Bernadin (1^{re} année de maîtrise d'E.P.S.)

Akpabie Hélène (1^{re} année de maîtrise d'E.P.S.)

Gnoffam Victorine (1^{re} année de maîtrise d'E.P.S.)

Awil Palassilone (1^{re} année de maîtrise (d'E.P.S.) Kounoungnan Thérèse (1^{re} année de maîtrise d'EPS)

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 43, article 9.

Arrêté n° 164-PR-MEN du 11/10/73 — La bourse d'études précédemment accordée à l'école des Assistants d'Elevage de Bamako et à l'Institut Polytechnique Rural de Katibougou à chacun des élèves dont les noms suivent, est renouvelée pour l'année scolaire 1973-1974 :

Aklobessi Kouassi Simon (pour la 4^e année de T.S.E.)

Attiogbé Aboudou Macaire (pour la 4^e année de T.S.E.)

Dekpo K. Pascal (pour la 4^e année de T.S.E.)

Tanta Frédiéric (pour la 4^e année de T.S.E.)

Est supprimée à compter de la rentrée scolaire d'octobre 1973 pour études terminées, la bourse précédemment accordée à chacun des élèves ci-dessous désignés :

Avegan Komlan Simon

Kouzan K. Samuel

Kulo Louis.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 43, article 5, paragraphe 1.

Arrêté n° 168-PR-MEN du 11/10/73 — Sont renouvelées pour l'année scolaire 1973-1974 les bourses d'études précédemment attribuées aux élèves dont les noms suivent :

Ecole nationale des ingénieurs :

Sossah Aimé Gérard : 1^{re} année de l'ENI

Edorh Grégoire : admis en 3^e année

Badjo Paul : admis en 3^e année

Daoudou Amadou : admis en 4^e année

Ecole centrale pour l'industrie, le commerce et l'administration

Agba Cyrille : 2^e année des T.P.

Amasou Nasser : 2^e année de l'ECICA (Bâtiment)

Amana Evariste : 2^e année de Géologie

Amegnignou Godfroy : 2^e année de l'ECICA (Bâtiment)

Karim Issa : 2^e année de l'ECICA (Industrie)

Nassoma Abdoulaye : 2^e année des T.P.

Une bourse de formation est accordée pour l'année scolaire 1973-1974 à l'école Centrale pour l'industrie, le Commerce et l'Administration (ECICA) de Bamako à chacun des élèves dont les noms suivent :

Awili Tchao Théophile : 1^{re} année de l'ECICA (Bâtiment)

Noussoukpoe Jacques Constant : 1^{re} année de l'ECICA (Bâtiment)

La dépense est imputable au budget général de la République togolaise, exercice 1973, chapitre 43, article 4.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Intérim

Arrêté n° 125-INT-STCS du 15/10/73 — Durant l'absence de M. Gaspard Kodjovi, chef de la circonscription administrative de Dapango, son intérim à la tête de cette circonscription sera assuré cumulativement avec ses fonctions actuelles par M. Boukari Bonfoh, chef de la circonscription administrative de Mango.

Arrêté n° 127-INT-STCS du 15/10/73 — Durant l'absence de M. Benoît Pere, chef de la circonscription administrative de Lama-Kara, titulaire d'une autorisation d'absence de quarante cinq (45) jours pour se rendre à Paris dans le cadre du projet FAC pour les recherches minières dans le massif Kabiye, son intérim à la tête de cette circonscription sera assuré cumulativement avec ses fonctions actuelles par M. Etienne Boutora, chef de la circonscription administrative de Pagouda.

Nominations

Arrêté n° 115-INT-APA du 11/10/73 — Sont nommées en qualité de secrétaires de chefs de canton les personnes dont les noms suivent pour compter de :

1^{er} mai 1973 — Akpassikou Alex en remplacement de M. Defewe Raphaël décédé .. canton de Kétau

1^{er} juin 1973 — Ali Abalo Albert .. canton de Lama-Dessi

1^{er} juin 1973 — Massadjao Bahoulamsim .. canton de Pessaré

Les intéressés percevront en cette qualité une indemnité annuelle comme suit :

Akpassikou Alex, secrétaire du chef de canton de Kétau 48.000

Ali Abalo Albert, secrétaire du chef de canton de Lama Dessi 48.000

Massadjao Bahoulamsim, secrétaire du chef de canton de Pessaré 48.000

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 14, article 6.

Décision n° 118-INT-STCS du 12/10/73 — M. Atchole K. François, agent permanent de 3^e catégorie échelle A, en service au bureau d'état-civil de la circonscription administrative de Pagouda, est nommé secrétaire du conseil de circonscription de Pagouda, en remplacement de M. Dogo Charles admis à l'ENA.

Le traitement de l'intéressé est imputable au chapitre 8, article 9 du budget général jusqu'au 31 décembre 1973.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Décision n° 130-INT-STCS du 23/10/73 — M. Kwa-dzo Joseph, agent permanent de 4^e catégorie échelle B, est nommé secrétaire du conseil de circonscription de Sokodé en remplacement de M. Pissang Jérôme admis à l'école nationale d'administration.

Le traitement de l'intéressé est imputable au chapitre 14, article 5, paragraphe 2.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Licenciement

Décision n° 114-INT-APA du 10/10/73 — M. Salifou Amadou, secrétaire du chef supérieur de Mango, est licencié de ses fonctions pour compter du 15 juin 1973 pour abandon de poste.

MINISTERE DES FINANCES
ET DE L'ECONOMIE

Rôles

Arrêté n° 433/MFE-AI du 18-10-73 — sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1973 ci-après :

BUDGET GENERAL

177 Lomé B.I.C.	1.174.416
I.G.R.	249.720
178 Lomé Taxe progressive ..	51.286.117
Taxe prog. (CF) ..	11.622.837
	62.908.954
	64.333.090

BUDGET COMMUNAL

177 Lomé Taxe civique	393.090
178 Lomé Taxe civique	2.908.052
179 Lomé Patentes	276.995
ca/patentes	46.732
	323.727
Licences	2.500
ca/licences	500
	3.000
	3.627.869
	67.960.959

Arrêté n° 434/MFE/AI du 18-10-73 — Est rendu exécutoire l'état de constatation pour servir à la perception de la taxe sur les transactions exercice 1973 :

BUDGET GENERAL

183 Lomé Taxe sur les transactions	2.843.036
	HORS BUDGET 112-36
Amendes taxe sur les transactions	2.176.368
	5.019.404

Arrêté n° 435/MFE/AI du 18-10-73 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1973 ci-après :

BUDGET GENERAL

180 Tsévié Taxe progressive	61.111	
Anécho Taxe progressive ..	34.209	
Tabligbo Taxe progressive ..	4.130	
		99.450
181 Palimé Taxe progressive ..	207.171	
Nuatja Taxe progressive ..	4.655	
Atakpamé Taxe progressive	160.455	
Akposso Taxe progressive ..	4.805	
		377.086
182 Sotouboua Taxe progressive	3.107	
Sokodé Taxe progressive ..	284.239	
Bafilo Taxe progressive	2.600	
Bassari Taxe progressive	7.035	
Kandé Taxe progressive	19.195	
Pagouda Taxe progressive ..	3.465	
Mango Taxe progressive ..	67.343	
Dapango Taxe progressive ..	69.589	
		456.573
		933.109

Arrêté n° 436/MFE/AI du 18-10-73 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1973 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

174 Lomé T.V.L.	531.468	
T.V.	1.009.501	
		1.540.969
175 Lomé T.V.L.	1.531.610	
T.V.V.	4.500	
T.V.	1.448.375	
		2.984.485
176 Lomé T.V.L.	630.026	
T.V.	953.841	
		1.583.867
		6.109.321

BUDGET GENERAL

174 Lomé F.N.I.	273.000	
175 Lomé F.N.I.	323.400	
176 Lomé F.N.I.	370.496	
		966.896
		7.076.217

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de sept millions soixante seize mille deux cent dix sept francs est fixée au 8 octobre 1973.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Concours

Arrêté n° 771/MFP du 17/10/73 — Un concours professionnel pour le recrutement de six infirmiers d'élevage sera ouvert à Lomé le 16 janvier 1974 aux vaccinateurs et surveillants d'élevage qui ont accompli au moins cinq ans de services effectifs.

Ce concours comportera :

A — Epreuve éliminatoire

- Un rapport portant sur l'un des sujets suivants (coefficient 3) ;
- Situation sanitaire ;
- Compte-rendu d'activités ;
- Organisation du service ;
- Police sanitaire.

B — Epreuves pratiques d'admissibilité

- 1) — Une épreuve portant sur la sémiologie (coefficient 2) ;
- 2) — Une épreuve portant sur l'un des domaines suivants (coef. 3) :
 - technique et lieu d'élection des injections ;
 - utilisation du microscope ;
 - diagnose et diagnostic microscopique ;
 - examens nécropsiques — (toutes espèces) ;
 - inspection des viandes.

C — Interrogation orale d'admission portant sur les sujets suivants :

- 1°) — hygiène publique et inspection sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale (coefficient 3) ;
- 2°) — les maladies légalement contagieuses (coefficient 2).

Les épreuves sont notées de 0 à 20; toute note inférieure à 7 est éliminatoire.

Une note unique d'écriture et de présentation de 0 à 20 affectée du coefficient 1 est attribuée à l'ensemble des épreuves.

Nul ne peut être déclaré admis s'il n'a obtenu au moins les 3/5 du nombre maximum de points que comporte l'ensemble des épreuves.

Les candidatures doivent parvenir par la voie hiérarchique au ministère de la fonction publique avant le 3 janvier 1974 délai de rigueur.

Elles doivent être accompagnées des pièces suivantes :

- certificat de naissance ;
- un certificat de nationalité ;
- une attestation des services effectués ;
- un extrait de casier judiciaire ;
- un certificat médical ;
- deux photos d'identité.

Arrêté n° 777/MFP du 18/10/73 — Un concours professionnel d'accès au cadre des adjoints techniques d'élevage sera ouvert à Lomé le 16 janvier 1974 et jours suivants, aux infirmiers d'élevage justifiant d'au moins cinq ans de services effectifs en qualité de fonctionnaires.

Deux places sont mises au concours.

Le concours comportera :

a) Une épreuve écrite éliminatoire pouvant porter sur :

1°) — rapport sur un sujet relatif à :

- situation sanitaire ;
- compte rendu d'activité ;
- problèmes du département rural en général ou du service de l'élevage en particulier ;

2°) — organisation du service et police sanitaire ;

3°) — structure du département rural au Togo (coefficient 1).

b) — Des épreuves pratiques d'admissibilité portant sur les quatre points :

1°) — Sémiologie ;

2°) — Pathologie et technique chirurgicales ;

3°) — Utilisation du microscope — diagnostic et diagnose microscopiques — (coproscopie-sang) ;

4°) — Examens nécropsiques — (coefficient 4).

a) — Des épreuves d'admission portant sur les quatre points suivants :

1°) — Hygiène publique et inspection des viandes et des denrées alimentaires d'origine animale ;

2°) — Maladies légalement contagieuses et pathologie médicale ;

3°) — Physiologie et pathologie de la reproduction ;

4°) — Ethnologie et zootechnie appliquée (coefficient 3).

Les épreuves sont notées de 0 à 20. Toute note inférieure à 7 est éliminatoire. Une note unique d'écriture et de présentation affectée du coefficient 1 est attribuée à l'ensemble des épreuves.

Nul ne peut être déclaré admis s'il n'a obtenu les 3/5 des points que comporte l'ensemble des épreuves.

Les candidatures doivent parvenir par voie hiérarchique au ministère de la fonction publique avant le 3 janvier 1974, délai de rigueur accompagnées d'un certificat de nationalité togolaise.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Centre artisanal de Pya

Arrêté n° 25/MEN du 5/10/73 — Le centre artisanal de Pya est transformé en établissement public et placé sous la tutelle pédagogique et administrative de la direction de l'enseignement technique.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Admission

Arrêté n° 26/MEN du 11/10/73 — Sont définitivement déclarés admis, par ordre de mérite, au concours de recrutement direct des instituteurs adjoints stagiaires les candidats dont les noms suivent :

Gavlo Komi Boniface
Awumey Tobias
Dogbevi Benjamin
Akako D. Ignace
Kao Komi Désiré
Sipokpe H. François
Koutchana Komlan Léonard
Kpandibou Komi
Essa J. Magloire
Djabaoui Kossi Alex
Ekpe Komi
Yeter Koffi Victor
Maglo K. Marcus
Adjoyi Jean Alfred
Alfa Tchalla.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Additif

ADDITIF du 11 octobre 1973 à l'arrêté N° 17-MEN du 4-9-73 portant admission définitive des membres du personnel de l'enseignement officiel aux examens et concours professionnels, session de 1972.

Sont déclarés définitivement admis aux examens et concours professionnels, session 1972, les candidats et candidates dont les noms suivent, classés par ordre de mérite :

III MONITORAT

Après

Nyaheno Jean

Ajouter

Djobokou Samuel
Messanvi Véronique

Obympe Fidèle.

Le reste sans changement.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 11 octobre 1973 à l'arrêté n° 18-MEN du 5 août 1973 portant admission définitive des membres du personnel de l'enseignement confessionnel aux examens et concours professionnels, session de 1972.

Sont déclarés définitivement admis aux examens et concours professionnels, session de 1972, les candidats et candidates dont les noms suivent, classés par ordre de mérite :

III — MONITORAT

Après :

Awoutsè Angèle

Rayer :

Djobokou Samuel
Olympio Fidèle

Messanvi Véronique

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 11 octobre 1973 à l'arrêté n° 18-MEN du 5 août 1973 portant admission définitive des membres du personnel de l'enseignement confessionnel aux examens et concours professionnels, session de 1972.

Sont déclarés définitivement admis aux examens et concours professionnels, session de 1972.

III — MONITORAT

Au lieu de :

Mme Olympio Fidèle

Lire :

Mme Obympé Fidèle

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 11 octobre 1973 à l'arrêté n° 17-MEN du 4-9-73 portant admission définitive des membres du personnel de l'enseignement officiel aux examens et concours professionnels, session de 1972.

Au lieu de :

Sont déclarés définitivement admis aux examens et concours professionnels, session 1972, les candidats et candidates dont les noms suivent, classés par ordre de mérite :

1. — CERTIFICAT D'APTITUDE PEDAGOGIQUE (CAP)

B. — Série concours

Agouvi E. Jacques

Lire :

Sont déclarés définitivement admis aux examens et concours professionnels, session 1972, les candidats et candidates dont les noms suivent, classés par ordre de mérite :

1. — CERTIFICAT D'APTITUDE PEDAGOGIQUE (CAP)

B. — Série concours

Ezih H. Jacques

Le reste sans changement.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Rétrocession de réserves administratives

Arrêté n° 34/MTP/TP/AAU du 12-10-73 — Est rétrocédée à M. Landjekpo Akakpo, la parcelle de réserve du lotissement approuvé par arrêté n° 58/MTP/TP/AAU du 6 octobre 1970 d'une superficie approximative de vingt sept ares (27 a 00 ca) telle qu'elle se présente au plan joint.

Le chef du service des domaines, le chef du service topographique et le maire de la commune de Lomé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

AVIS D'APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPELS D'OFFRES pour la fourniture de carburants pour le Service des Travaux Publics du Togo.

Le service des travaux publics du Togo se propose d'acheter les carburants (essence et gas-oil, nécessaires au fonctionnement pendant l'année 1974 des parcs automobiles et engins des subdivisions de :

- Subdivision Sud de Lomé
- Parc et Matériel à Tokoin
- Travaux Publics de Palimé
- Travaux Publics d'Atakpamé
- Travaux Publics de Sokodé
- Travaux Publics de Lama-Kara
- Travaux Publics de Mango-Dapango.

Le devis-programme de ces fournitures ainsi que tous renseignements complémentaires pourront être demandés au service des travaux publics du Togo. (Bureau des Marchés), contre remise de deux paquets de papier duplicateur 21 x 29,7.

Les soumissions, dans la forme indiquée au devis-programme, devront parvenir, par pli recommandé, ou être déposées le 28 novembre 1973 avant onze (11) heures GMT à l'adresse suivante :

M. le président de la commission consultative des marchés — Présidence de la République à Lomé.

L'ouverture des plis, qui sera publique aura lieu le même jour à quinze (15) heures.

Lomé, le 6 novembre 1973

Le directeur du Service des travaux publics,
B. DAGADZI

BUDGET D'INVESTISSEMENT AVIS D'APPEL D'OFFRES pour la construction du campement de Niamtougou.

Le service des travaux publics fait appel à la concurrence pour la construction d'un campement à Niamtougou.

Les soumissions devront parvenir avant onze (11 h) locales du jour fixé pour l'ouverture des plis qui aura lieu à la présidence de la République à Lomé, salle de réunion de la commission consultative des marchés à quinze heures locales le 5 décembre 1973.

Les exemplaires du dossier d'appel d'offres seront délivrés par l'arrondissement bâtiments (Direction des TP) contre la remise de 2 rouleaux ozalid et 3 rames papier duplicateur 21 X 29,7.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à l'Arrondissement Bâtiments Direction des Travaux Publics Lomé.

Lomé, le 7 novembre 1973

Le directeur des travaux publics,
B. DAGADZI

Récépissé de déclaration d'association

Titre de l'Association : « Association des Parents d'Elèves de l'Ecole Evangélique de Nyékonakpoè » Lomé.

- BUTS :** a) Collaborer avec les autorités et le corps enseignant de l'Ecole ;
- b) Resserrer les liens unissant les familles et le personnel administratif et enseignant de l'Etablissement ;
- c) Etudier conjointement avec les responsables de l'école tous les problèmes relatifs à la scolarité notamment l'hygiène, la sécurité des enfants et leurs loisirs ;
- d) Construire avec l'accord de la Direction de l'Enseignement de nouvelles classes ou aménager les anciennes.

Siège Social : Lomé — Ecole Evangélique de Nyékonakpoè.

Pièces annexées à la déclaration : Statuts et liste des membres du bureau directeur.

Avis de perte de titre foncier

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 803 du territoire du Togo vol v F° 78 appartenant au feu Michel Kalife.

(Pour deuxième insertion)

Avis est donné au public, conformément aux dispositions de l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, de la perte du titre foncier n° 7946 de la commune de Lomé, appartenant à la dame Elisabeth Pognon.

(Pour deuxième insertion)

NECROLOGIE

Le ministre du travail et de la fonction publique a le regret de faire part du décès de M. Lawson Latévi Boévi Toussaint, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement survenu le 18 septembre 1973 à Lomé.